

Call for papers au séminaire « Politique budgétaire et activité économique au Maroc : Une analyse quantitative »

Ce call for papers s'adresse aux doctorants et jeunes docteurs.

Contexte

Sur le plan des politiques économiques, la crise de 2007 a eu pour effet de révéler et de réaffirmer l'intérêt de la politique budgétaire comme instrument contra-cyclique (Blanchard et al, 2010). Pour le Maroc, le retournement de la situation budgétaire s'est ressenti avec quelques années de retard : les dépenses du personnel et de la compensation ont augmenté plus conséquemment que les recettes, ce qui s'est traduit par une montée des déficits budgétaires. Le taux d'endettement a connu un renversement de tendance à la hausse pour se situer à près de 63,5 % en 2013.

Les déséquilibres budgétaires au Maroc ont également contribué au creusement du déficit du compte courant, engendrant ainsi une situation de « déficits jumeaux » qui persiste depuis 2009. En effet, la croissance axée sur le dynamisme de la demande intérieure des années 2000 impulsée par une politique budgétaire favorable à la consommation (augmentation des salariales, poids des dépenses de compensation...), a eu pour effet non seulement l'élargissement du déficit budgétaire, mais a contribué aussi à dégrader le solde du compte courant.

Ce constat ne doit pas occulter que le pays doit satisfaire les exigences économiques et sociales qui supposent la réalisation, à une cadence supérieure, de certaines dépenses sociales, des infrastructures nécessaires dans les domaines des transports, de l'énergie et de l'eau, la réalisation de zones industrielles, la construction et l'équipement de centres techniques, le renforcement de la formation professionnelle, la mise en place d'une assistance technique rapprochée des besoins de l'entreprise et la mise en œuvre d'instruments financiers susceptibles de faciliter l'accès de l'entreprise à un financement adéquat.

Les mêmes politiques supposent, également, la conduite de profondes réformes dans les domaines de l'administration, de la justice, du secteur financier, des transports, des relations entre les partenaires sociaux etc.

C'est dire combien les coûts budgétaires de ces actions sont aujourd'hui bien réels et que en face les contraintes budgétaires et financières sont si fortement insistantes qu'elles conditionnent pratiquement la réalisation de l'objectif de la performance budgétaire.

Présentation du séminaire et questionnements

L'idée que devrait parcourir l'ensemble des papiers est qu'il est nécessaire aujourd'hui de faire une relecture de la politique budgétaire marocaine. Il faut raconter autrement l'histoire de la politique budgétaire au Maroc. Celle-ci doit être lue comme la position du solde budgétaire de l'État.

Les avancées de la recherche dans le domaine sont rassemblées autour de cinq directions principales :

1. Le choc voulu et programmé par les pouvoirs publics est censé développer un certain nombre d'ondes favorables à la maîtrise du déficit budgétaire grâce notamment aux coupes budgétaires dans les dépenses d'investissement, à la gestion des reports de crédit, à la manipulation des arriérés et des CST, mais il est aussi important d'examiner l'impact de ce choc sur les autres variables macroéconomiques. Les travaux théoriques traitant de **cet axe de recherche** à savoir, la transmission des chocs de politique budgétaire aux différents agrégats macroéconomiques se sont généralement attachés à décrire les poids et les signes des multiplicateurs budgétaires et à étudier les effets de la politique budgétaire expansionniste sur l'activité économique. Il s'agit dans le cas d'espèce, de voir dans quelle mesure l'accroissement des dépenses publiques produit une réaction positive du PIB et de la consommation finale des ménages. Une réponse négative de la production agrégée et de la consommation présuppose que les agents économiques ont un comportement Ricardien d'où la quasi inefficacité de la politique budgétaire.
2. La lecture se fera en recourant aux indicateurs de l'orientation de la politique budgétaire. L'évaluation de l'orientation de la politique budgétaire est principalement un exercice d'analyse des composantes du solde budgétaire. Plusieurs procédés existent pour cette décomposition. Ces méthodes peuvent être classées en deux catégories. La première est dite à deux étapes, ou celle des

institutions internationales, et la deuxième, moins homogène, utilise des techniques économétriques comme le VAR structurel.

3. Elle se fera aussi en s'interrogeant sur la position du solde budgétaire **objet du second axe de recherche** : Sur le plan théorique, une politique budgétaire est jugée contracyclique si elle est destinée à stabiliser les fluctuations économiques conjoncturelles (Keynes, 1936). En d'autres termes, si elle est restrictive en période d'expansion et expansive en période de ralentissement de l'activité économique. Elle est procyclique si elle est expansive en période de conjoncture favorable et restrictive en période de ralentissement (Talvi et Végh (2005)¹. Ainsi, les gouvernements qui ont du mal à emprunter pour financer le déficit budgétaire pourraient être amenés à réduire les dépenses publiques dans les périodes de récession pour éviter l'aggravation des déséquilibres budgétaires. Ce comportement procyclique pourrait amplifier et exacerber les incidences négatives des chocs sur la production. Elle est acyclique ou neutre dans le cas où les dépenses publiques et les taux d'imposition sont maintenus stables quel que soit la conjoncture économique (Barro 1979). Dans cet ordre d'idées, il serait intéressant d'examiner les déterminants de la cyclicité budgétaire au Maroc. De nombreuses études théoriques et empiriques montrent que la qualité des institutions est un facteur déterminant de la cyclicité de la politique budgétaire (Calderon et Schmidt-Hebbel, 2008; Frankel, Végh et Vuletin, 2011; Yehenew. E, 2012). En effet, ils soulignent que les pays dotés d'institutions solides et démocratiques parviennent à adopter une politique budgétaire contra-cyclique. Alors que ceux dotés d'institutions faibles recourent le plus souvent à une politique pro-cyclique.
4. Elle se fera en appréciant la nature de la relation entre la politique budgétaire et la croissance économique en présence d'effets non linéaires de la politique budgétaire. Les changements de régime en données de panel, la procédure itérative de détermination des seuils endogènes initialement développée par Hansen (1996, 1999, 2000), permettent ce genre d'exercice. En effet, grâce à ce genre de modèle, il est possible d'identifier et donc de relire la politique budgétaire en fonction du seuil de déficit budgétaire : en dessous de ce seuil, les politiques expansionnistes ont des effets favorables sur la croissance économique.

¹ Talvi, Ernesto and Carlos Vegh (2005): "Tax Base Variability and Procyclicality of Fiscal Policy", Journal of Development Economics, p: 17.

5. Les différentes analyses menées insistent sur les soldes budgétaires ainsi que sur leurs contenus en termes de recettes fiscales et de dépenses publiques. Cependant le sentier d'ajustement des recettes et des dépenses publiques doit être tel qu'à long terme il prévient l'augmentation explosive de la dette publique. La soutenabilité des finances publiques est le **troisième axe** de recherche de ce séminaire. Au-delà des approches rétrospectives, à l'aide du cadre d'analyse de la soutenabilité de la dette des pays émergents développé par le FMI, il est possible de décomposer les facteurs clés sous-jacents à l'évolution de la dette publique du Maroc afin d'apprécier, sous l'hypothèse de plusieurs scénarii, sa trajectoire, son profil et ses sources. Ce type d'analyse permettra également de tester la robustesse de la soutenabilité de la dette qui risque de se heurter à la probabilité d'occurrence de plusieurs chocs macroéconomiques, comme la baisse de la croissance économique, l'aggravation du déficit primaire, la hausse du taux d'intérêt et la dépréciation du Dirham. On peut aussi proposer une évaluation de la soutenabilité du solde primaire à moyen terme à travers une méthode stochastique. Quelle sera dans ce cadre la probabilité de soutenabilité de la politique budgétaire lorsque les autorités budgétaires fixent de manière significative un objectif de déficit budgétaire et de dette publique.
- **Les deux premières directions constituent le premier axe de recherche : évaluation de l'orientation et des effets de la politique budgétaire sur l'activité économique.**
 - **Le deuxième axe de recherche portera sur la cyclicité et les effets non linéaires de la politique budgétaire (objet des directions 3 et 4)**
 - **Le troisième axe objet de la cinquième direction traitera de la soutenabilité rétrospective et prospective des finances publiques au Maroc.**

Ci-dessous quelques-uns des thèmes susceptibles d'être explorés durant ce séminaire:

- Les effets des chocs budgétaires sur l'activité économique
- Evaluation de l'orientation de la politique budgétaire au Maroc
- Les dépenses publiques et la croissance
- La fiscalité et la croissance
- Politique budgétaire et inégalité des revenus
- les déterminants de la cyclicité de la politique budgétaire au Maroc
- Cyclicité budgétaire et qualité des institutions au Maroc
- La fonction de réaction budgétaire au Maroc
- les déficits jumeaux au Maroc
- les effets de seuils de la politique budgétaire
- les effets de seuils de la politique fiscale
- la soutenabilité rétrospective et prospective des finances publiques au Maroc
- les interactions entre la politique monétaire et budgétaire au Maroc.

Les travaux de ce séminaire permettront de relire autrement l'orientation de la politique budgétaire au Maroc, d'approfondir la réflexion, compte tenu de la dégradation actuelle des comptes publics, sur sa soutenabilité prospective. L'amélioration des indicateurs des finances publiques au Maroc passe par le relèvement des défis actuels et prévisibles. S'agissant des dépenses, les plus actuels concernent la nécessaire limitation de la masse salariale, la réforme du système de compensation, l'amélioration de l'efficacité des investissements et le traitement des passifs implicites dont notamment la retraite.

Le séminaire aura lieu le 19 mai 2015 à Rabat.

Modalités de soumission

- Les propositions de communication doivent contenir :
Le nom, prénom, adresse postale, institution de rattachement, adresse courriel, de chaque auteur
- Un résumé d'environ 600 mots
-Les résumés doivent comporter un titre clair et décrire l'objectif, la méthodologie à adopter, ainsi que la problématique à traiter.
- Après sélection des résumés, les auteurs concernés seront informés pour qu'ils puissent envoyer les versions complètes des communications au comité scientifique pour évaluation.
- Le Comité scientifique étudiera l'ensemble des communications et invitera les auteurs sélectionnés à présenter leurs travaux lors du séminaire du 19 mai 2015.
- Les meilleurs articles présentés à la conférence seront revus par le comité scientifique et seront publiés dans un ouvrage collectif édité par OCP Policy Center.



UNIVERSITE MOHAMMED V- RABAT

FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Les résumés et documents devront être envoyés à :
sadtounsi@gmail.com et contact@ocppc.ma

Calendrier

- 23 mars 2015 : Date limite d'envoi des résumés
- 31 mars 2015 : Avis du comité et notification aux auteurs
- 06 mai 2015 : Date limite d'envoi des versions finales de communication
- 19 mai 2015 : Date prévue pour la tenue du séminaire
- 30 juin 2015 : Sélection des communications pour les Actes du Séminaire
- 30 juillet : Délai pour le dépôt des articles pour les Actes.
- 30 septembre 2015 : Publications des Actes du séminaire.

Comité scientifique

- LAHCEN OULHAJ
- IDRIS EL ABBASSI
- SAID TOUNSI
- AZIZ RAGBI
- KARIM EL MOKRI

OCP Policy Center

Ryad Business Center, South - 4th Floor – Mahaj Erryad – Rabat, Morocco
Phone: + 212 (0) 5 37 27 08 08 – Fax : + 212 (0) 5 22 92 50 72 - www.ocppc.ma